

Une Agriculture sans agriculteurs?

Une conférence avec Bertrand Hervieu
Le 24 janvier 2023

Le livre : *une agriculture sans agriculteurs*
Bertrand Hervieu et François Purseigle
Presse de SciencesPo, Octobre 2022

Synthèse de l'exposé de Bertrand Hervieu¹

La formule peut surprendre. Mais on assiste bien à une révolution indicible, à bas bruit, qui installe un nouveau paysage agricole en France. Celui-ci est le résultat de deux mouvements concomitants. Un effondrement démographique et une recomposition des formes d'organisation en agriculture.

1- l'effondrement démographique

Selon le recensement général agricole de 2020, il y aurait 416 00 chefs d'exploitation et actifs non salariés en France : c'est une diminution de 75% en quarante ans. Ils ne représentent plus que 1,5% des actifs. On observe dans le même temps une augmentation du nombre de salariés, en particulier dans des entreprises de travaux : + 62% en dix ans. Même dans l'élevage, le recours à la main d'oeuvre extérieure a doublé en 20 ans. Il y a plus de salariés dans ces entreprises que dans les exploitations agricoles. Les actifs temps plein sont aujourd'hui environ un million. Ainsi, le travail agricole n'est plus majoritairement effectué par les membres des familles d'exploitants. Le modèle familial traditionnel se défait en partie par ces recours au travail extérieur.

Le phénomène n'est pas propre à la France. Les actifs agricoles ne représentent plus que 4,5% des actifs dans l'UE, et 50% de ceux-ci ont plus de 50 ans, marquant ainsi un vieillissement partout problématique. En France, ce groupe d'actif est devenu le plus âgé, en sachant que plus d'un sur quatre ont plus de 60 ans et qu'ils sont nombreux à ne pas avoir de successeur familial désigné.

Pour autant, ils occupent et travaillent 50% du territoire national et sont une profession toujours très regardée. Ils sont une minorité mais ils viennent d'une majorité autrefois déterminante. Ainsi, en 1954, il y avait encore plus de 5 millions d'actifs agricoles, soit plus de 20% de la population active en France. Ce fut une époque où le monde agricole pouvait manifester sa force dans des manifestations bruyantes, qui aboutirent à la mise en place d'une politique agricole importante (avec E. Pisani) puis à une politique agricole européenne. C'est ainsi que ce monde agricole a construit un système professionnel très puissant, autour du syndicalisme FNSEA, de chambres d'agricultures, de coopératives, bref d'un maillage institutionnel étroit et puissant qui organise non seulement la représentation mais aussi les moyens de production et de commercialisation d'une majorité d'agriculteurs. Mais on peut observer depuis une ou deux décennies, les marques d'un déclin : moins nombreux, ils deviennent aussi minoritaires dans la représentation des espaces ruraux et plus souvent contestés dans leurs pratiques productives.

Ce système fondé sur un modèle agricole, celui de l'agriculture familiale, semble atteindre ses limites et peut-être sa fin. La production agricole est soit de plus en plus solitaire² autour d'un chef d'exploitation soit de plus en plus sociétaire, sous des formes diverses. Ainsi les politiques agricoles, tant en France que dans l'UE, fondées sur ces exploitations familiales, pourraient être de moins en moins pertinentes quand ses formes réelles ont éclaté en divers types de structures.

¹ réalisée par Bernard Wolfer

² le taux de suicide dans le monde agricole est l'un des plus élevés dans la société : isolement, faillites, etc.

2- L'éclatement des formes de production

La surface moyenne des exploitations est passée de 52 ha à 69 ha entre deux recensements (2010-2020). Mais cela recouvre de grandes disparités. Deux cent mille exploitations sont petites en termes de *marges brutes standard* (MBS). Cent mille exploitations sont « moyennes » et correspondent encore au modèle familial traditionnel. Environ 80 000 exploitations ont une MBS supérieure à 250 000 € par an, exploitent en moyenne 140 ha, occupent 50% de la surface agricole utile (SAU) et aussi 45% des actifs. Les plus de 200 ha occupent un tiers du territoire, la plupart dans un cadre sociétaire. On les retrouve notamment dans les productions céréalières, viticoles et fruitières. Les premières demandent peu de mains d'oeuvre, mais parfois des outils coûteux pour un faible temps d'utilisation, d'où le recours à des sociétés de travaux. Les autres emploient beaucoup de main d'oeuvre, notamment saisonnière, là aussi en faisant appel à des formes de sous-traitance. Certaines productions animales ont des dimensions quasi industrielles. Enfin un phénomène semble-t-il récent : 7000 « exploitants » ou propriétaires recourent à une sous-traitance totale. C'est souvent, paradoxalement, le résultat des aides publiques, calculées à l'ha : ils veulent toucher les primes en qualité « d'exploitants », donc ne pas céder ou louer leurs terres. On peut parler d'effet d'aubaine.

Cette sous-traitance se réalise aussi bien par des groupements (d'emplois, de travaux, d'achats, de ventes) que par des entreprises indépendantes, parfois même étrangères. On voit des sociétés de conseil organiser l'essentiel de la production en faisant appel à des sociétés de travaux. Cette externalisation de la production est ce qui produit une agriculture sans agriculteurs. Même si elle reste minoritaire en nombre, elle se développe en part de production. Elle correspond à diverses stratégies, d'optimisation productive, mais aussi fiscale, voire, paradoxalement, environnementale.

Certains adoptent même des stratégies d'endettement en capital d'exploitation, avec l'objectif de minimiser les impôts à payer. Ainsi se constituent des « exploitations/ entreprises agricoles » avec un capital moyen de plus d'un million €, hors foncier, difficile à transmettre en fin de carrière. Dans une période où les taux d'intérêts étaient faibles, l'achat de telles entreprises pouvaient se faire par des personnes extérieurs à l'agriculture. Il est probable que cette facilité permise par un crédit bon marché ne soit plus aussi facile à l'avenir.

3- Des transitions qui se cherchent ?

Ces formes nouvelles d'agriculture « sans agriculteurs » représentent peut-être des formules d'adaptation aux contraintes qui restent fortes en agriculture : charge foncière, cout du capital, du travail. Elles résolvent des problèmes que la structure familiale peine à prendre en compte, y compris en terme de travail. L'augmentation de la productivité du travail, multipliée par 5 depuis 50 ans, atteint ses limites dans la structure familiale. De même la stagnation, relative, des rendements oblige à chercher des systèmes moins coûteux en charges pour mieux affronter la concurrence. Depuis l'élargissement de l'UE, mais aussi avec l'émergence de nouveaux pays exportateurs dans certains domaines (Russie, Ukraine, Brésil, etc.) la France a perdu son rang, ancien, de deuxième exportateur de produits agricoles. Elle est aujourd'hui au sixième rang avec de gros postes déficitaires : Fruits et Légumes, horticulture, oléagineux, poissons, etc. La France a perdu des marchés et se trouve en compétition, à l'international, avec des pays qui ont des structures plus grandes. La concurrence pousseraient-elles à ces adaptations multiformes ?

4- Discussion et perspectives

La tendance à l'agrandissement des exploitations agricoles est un fait de longue durée. De nombreux facteurs y contribuent et il n'est pas toujours aisé de conclure sur chacun d'entre eux. Ainsi la mécanisation du travail conduit à des économies d'échelle qui ne se superposent pas nécessairement avec la taille effective d'une exploitation, d'où le recours à l'entreprise de travaux. C'est un phénomène ancien. L'agrandissement foncier dépend aussi bien des structures agraires que des structures de propriété foncière, et en l'espèce des politiques foncières. Certaines productions demandent des investissements de plus ou moins long terme, limitant les effets de taille, ou l'apport de capitaux extérieurs. Les rapports de la production avec le marché, construits dans le temps, peuvent aussi avoir des effets sur la taille ou le statut de l'exploitation agricole : certaines productions « industrielles » sont l'objet de contrats à quantités et à qualités définies qui peuvent

conduire à des formes de production déléguées. Se sont constitués aussi des « bassins » de production (lait, porcs, légumes, etc.) liés aux industries de transformation et aux chaînes de distribution. On parlait dans les années 70/80 du siècle dernier d'intégration en filières et de quasi salariat des exploitants. La dépendance a-t-elle changé ?

L'analyse de Bertrand Hervieu et de François Purseigle, fondée sur des statistiques interprétées à l'aune des éléments disponibles, donne à voir une agriculture dont certains acteurs ne ressemblent plus à des agriculteurs, encore moins à des paysans. On pourrait y voir l'insertion d'un capitalisme hybride en agriculture, mêlant des apports internes et externes. Pour autant, cette agriculture sans agriculteurs ne représente pas en nombre la majorité même si elle est majoritaire en produit, dans certaines productions s'entend. L'évolution est-elle non seulement indicible mais aussi inéluctable ?

Cette analyse ne cherche pas à conclure sur l'efficacité économique de ces agricultures à terme, sinon à penser que leur développement actuel en serait un indice. La complexité des formes émergentes d'agricultures sans agriculteurs laisse peut-être une part d'indétermination sur leurs évolutions futures.